

Communiqué de Presse

Jeudi 19 Août 2010

L'ASSOCIATION HORS LA RUE DENONCE LES PROPOS INJURIEUX DE NADINE MORANO ET EVOQUE UNE MISE EN DANGER PAR LE GOUVERNEMENT DE CENTAINES D'ENFANTS ROMS

L'association Hors la Rue souhaite réagir très vivement aux propos scandaleux et dangereux prononcés par Nadine MORANO ce matin sur Europe 1 à propos des enfants Roms d'Europe de l'Est.

Notre association intervient depuis dix ans auprès des enfants étrangers, notamment roumains, vivant dans des conditions de grande précarité en France. Cette expérience de terrain quotidienne nous permet de dénoncer avec force les mensonges, amalgames et raccourcis grossiers avancés par la Secrétaire d'Etat ce jeudi 19 août à la radio.

Mme Morano évoque notamment des « trafics » d'enfants et des enfants « drogués » par leurs parents.

Ces assertions sont fausses et dangereuses. Elles généralisent intentionnellement des phénomènes connus pour être extrêmement marginaux dans l'ensemble de la population rom présente en France. Nous ne nions pas que des enfants se trouvent contraints de recourir à la mendicité, la prostitution ou la délinquance pour assurer leurs besoins quotidiens et parfois ceux de leur famille ; mais l'idée d'une orchestration par des réseaux criminels relève bien davantage du fantasme et des représentations xénophobes attachés aux Roms et Tsiganes que de la réalité. Surtout, l'idée d'enfants drogués par leurs parents est totalement infondée et profondément insultante à l'égard de ces familles.

La situation de très grande précarité que connaissent ces populations et leurs enfants est en grande partie le résultat de la politique menée par le gouvernement depuis des années, qui leur interdit notamment tout accès au marché du travail et à l'éducation. Pourtant, dès que cela est rendu possible, les exemples montrent que ces familles s'intègrent, travaillent, mettent leurs enfants à l'école, cherchent un toit et la sécurité.

Comme nous l'avons maintes fois constaté par le passé, **les expulsions des camps mettent à chaque fois en danger de nombreux enfants**, isolant des mineurs du cadre familial et de leur communauté. La politique décidée à la hâte dans un seul objectif de communication est donc désastreuse pour nombre de mineurs et nous commençons à en voir les fruits : depuis quelques jours, certains enfants apeurés frappent à la porte de notre centre de Montreuil. Pour beaucoup, les expulsions détruisent les solutions élaborées avec leurs familles, les services d'aide à l'enfance, et parfois les structures d'aide en Roumanie. L'intérêt supérieur de l'enfant doit à tout prix primer ; nous demandons aujourd'hui au gouvernement de revoir d'urgence sa politique.

Enfin, comme nous le dénonçons avec force depuis des mois, et comme le montrent nos études sociologiques menées sur le terrain, **l'accord franco-roumain évoqué par la ministre, qui doit être débattu en octobre, ne résoudra malheureusement rien du tout : au contraire, il ouvre la voie à une expulsion pure et simple des mineurs isolés vers la Roumanie, sans recours au juge des enfants**, et au mépris de toutes les normes en vigueur concernant les droits de l'enfant. Hors la Rue et l'ensemble des associations concernées entendent peser de tout leur poids pour que la France respecte ses engagements en termes de droits de l'enfant.

Hors la Rue est membre actif du Collectif National Droits de l'Homme **Romeurope**.

Contact Presse : Alexandre LE CLEVE - 01.41.58.14.65 - alexandre.lecleve@horslarue.org - www.horslarue.org